

# **Script et guide d'animation de la conférence de table**

## **« Comment fonctionnent nos banques ? »**

### **OBJECTIF :**

Tout est dans le titre. L'outil permet également de comprendre d'où est venue la crise financière et pourquoi cela a amené à un tel endettement public. Dans quel cadre opèrent les banques ? Comment fonctionnent-elles ? Quelles évolutions ont-elles connues ? Comment ont-elles provoqué une crise financière ? Existe-t-il des alternatives ?

Cette explication se fait en 4 parties.

### **REMARQUES GÉNÉRALES :**

- Si les gens ne suivent vraiment pas, il faut s'arrêter et expliquer, mais sinon on essaie de garder les questions de compréhension pour la fin de chaque partie et le débat/les questions de fond pour la toute fin. En fait c'est à l'animateur.trice de s'adapter au public<sup>1</sup>.
- Mais en tout cas, bien cadrer la discussion en fonction de ce que les différentes phases doivent faire passer comme idée/information.
- Poser d'emblée le fait que l'outil n'est pas censé répondre à toutes les questions/donner toutes les informations, mais quelques-unes.
- Toutefois, éventuellement demander aux participant.e.s ce qu'ils et elles attendent de l'animation.
- Essayer d'exemplifier/de permettre aux participant.e.s de visualiser tout au long de l'animation.
- Poser des questions de temps en temps pour que les personnes se sentent concernées. Éventuellement utiliser le jeu de rôle, prendre des personnes à parti (un crédit pour une voiture, un actionnaire, un Ministre des finances, etc.) durant tout le déroulé. En tout cas, scénariser le plus possible.
- Attention de rester « dans la peau du personnage » dans la 3<sup>e</sup> partie.

### **INTRODUCTION**

Expliquer comment est né l'outil (création d'une ancienne employée de banque militante du CADTM et permanente chez Finance Watch) et ce qu'il en a été par la suite.

Expliquer son objectif et le déroulement de l'animation.

---

<sup>1</sup> De manière général, l'idéal est de croiser les objectifs de l'animation, des participant.e.s et de la structure qui nous invite.

## **PARTIE 1: COMMENT FONCTIONNE LA CRÉATION MONÉTAIRE ?**

- Considérez que ce tas de jetons représente de l'épargne **[mettre un tas moyen de jetons de couleurs différentes dans le nuage de la masse monétaire à venir]**. C'est l'épargne d'individus ou d'entreprises qui ont accumulé du capital et veulent créer une banque. En Belgique, il faut plus ou moins 6 millions € et obtenir les agréments de la Banque nationale (BNB) pour pouvoir créer une banque. Il lui faut le matériel, les employés, l'infrastructure, etc. nécessaires pour cela.
- On va supposer que ces 3 jetons représentent 3 nouvelles banques qui vont l'écrire sur leur devanture **[poser face à soi 3 jetons rouges l'un à côté de l'autre]**. À partir de là, elles vont pouvoir utiliser leur capital disponible pour commencer leurs affaires. C'est quoi leurs affaires ? C'est avant tout de répondre aux demandes de crédits de particuliers ou d'entreprises.
- Attention, concentrez-vous ici c'est important : selon les lois en vigueur, une banque qui a 1 de capital a un potentiel de création de 12 de crédits... L'État délègue en fait la responsabilité à la banque privée de créer de l'argent en octroyant des crédits. **[mettre face à chaque jeton 3 piles de 12 jetons de couleurs différentes]** Rq : on se dit souvent que ce qui fait une banque c'est le fait qu'elle peut collecter les dépôts, en fait c'est sa possibilité de faire du crédit...

- Imaginons qu'une Commune veuille construire une école mais qu'elle n'a pas les ressources nécessaires. Elle va voir la Banque A et présente son projet, un business-plan, le montant nécessaire, l'agenda et les modalités de remboursement, etc. La Banque A prête donc à la Commune **[sortir 4 jetons de la Banque A]**. C'est de l'argent qui va être créé par le crédit et qui va être mis en circulation dans l'économie.
- Pourquoi dit-on mise en circulation ? Parce que cet argent il ne va pas rester dans les caisses de la Commune, elle va l'utiliser pour payer la Firme 1 qui va construire l'école, qui elle-même va investir cet argent pour acheter du matériel à Firme 2 ou payer ses ouvriers, par exemple. L'argent créé par le crédit prêté circule donc **[on déplace quelques jetons sur la table pour montrer que l'argent circule]**.
- Imaginons que la Firme 1 profite du chiffre d'affaire engrangé grâce à ce projet pour faire grossir son activité et va elle aussi demandé un crédit à une Banque B. Celle-ci pense que son projet est viable, que la Firme honorera sa dette et lui alloue le crédit. Cet argent va aussi circuler, il arrive jusqu'aux individus (avec les salaires de ces différentes firmes, entre autres).
- Les personnes employées, ayant une rentrée de revenus fixes, ont aussi une capacité d'emprunt. **[insister sur le concret – la création de valeur par le travail, captée par la banque]**. Comme ils ne peuvent pas acheter une voiture ou une maison avec leur salaire, ils vont aussi emprunter **[Mettre encore un peu plus de jetons sur la table et montrer qu'il circule]**.

### **→ Quelle banque fait le plus d'argent selon vous ?**

- C'est la Banque A car (a qualité de crédit égal et à taux de crédit égal) c'est elle qui va générer le plus d'intérêts puisqu'elle octroie plus de crédits. Plus une banque prête, plus elle perçoit d'intérêts **[on montre avec les tas de jetons que, toute chose égale par ailleurs, celle qui a le plus de jetons dehors gagne a priori le plus]**.
- Donc pour une même capacité de crédit (capital de 1), une banque a intérêt à octroyer un

maximum de prêts de ce que la loi lui permet (c'est-à-dire aller au plus proche des 12). Ainsi elle va générer plus de revenus, elle va maximiser la rentabilité de son capital. C'est donc l'intérêt premier de ces banques (ou plutôt de leurs actionnaires) **[mettre la blinde]**.

- Mais une fois cet argent prêté il faut que les différents acteurs remboursent leur prêts.

→ **Qu'est-ce qu'il se passe quand la commune rembourse son prêt ?**

On va d'abord parler du remboursement du capital, du principal. Le remboursement du capital permet de rétablir la capacité de crédit de la banque. Donc si on reprend notre exemple, si la commune rembourse les 4 jetons prêtés **[les remettre sur la pile arrière]**, la banque va pouvoir les re-prêter. Et comme c'est dans son intérêt, elle va le faire **[les remettre dans la masse monétaire]**.

- Ça c'est pour le capital. Maintenant pour les intérêts. Prenons un exemple exagéré : supposons que pour chaque 12 que la banque a prêté elle en perçoit un tous les ans en revenu. Donc la banque récupère 1 sur la masse qui a été prêtée **[mettre sur la pile centrale 1 sur chaque banque]**. On le met là parce que dans ce cas-ci ça ne reconstitue pas la capacité de crédit, c'est de l'argent que la banque encaisse pour elle – c'est le prix du service qu'elle a concédé aux gens qui ont emprunté. C'est son revenu. Il va lui permettre de payer ses frais. Ce qu'il reste (le bénéfice) est ensuite ajouté à l'argent propre de la banque, à son capital (préciser que le jeton se divise, qu'il ne va pas entièrement aux actionnaires ou au matériel ou...). Supposons qu'au bout de cinq ans, la banque a 2 de capital propre (et plus seulement 1) : elle a doublé sa capacité de crédit, qui n'est plus de 12, mais de 24 ! C'est caricatural car les choses ne se font pas par pallier comme cela mais progressivement. C'est pour montrer, en quelques minutes, comment le système grossit. **[on recrée donc une pile de 12, on la disperse sur la table selon la même logique, et on fait pareil pour les 3 banques histoire de créer du volume]**. Et donc il y a des remboursements, des prêts, etc etc. **[troisième pile]**

→ **Maintenant on va conclure avec 2 ou 3 notions**

**1.** Ce qui est important de comprendre c'est que la quantité de monnaie en circulation va vraiment jouer sur le rythme de l'économie. Plus il y a de monnaie en circulation, plus le crédit est facilement accessible, plus l'économie « chauffe » (plus on construit, plus on extrait de matières, plus on consomme, etc.). S'il y a moins de monnaie en circulation, il y a ralentissement de l'économie et s'il n'y a plus de monnaie, tout est bloqué (dans un système capitaliste).

Au sujet des intérêts. Imaginons que la quantité de monnaie reste stable. Chaque année les banques prélèvent l'intérêt et le prélèvent véritablement. **[Montrer en accélérant le temps que chaque banque chope 1 d'intérêt par an]**. Donc il y a un moment où il y aura moins d'argent en circulation et où il sera accumulé dans le capital (s'il n'est pas utilisé pour rétablir ou grossir la capacité de prêt). En effet, il y a un moment où il n'y a plus de demande, donc elle redistribue à ses actionnaires **[Faire passer les jetons des piles centrales à la pile des investisseurs de base]**. C'est un processus d'accumulation du capital. C'est ce qu'on appelle les dividendes. Bien entendu, elle pourrait les redistribuer ailleurs...

**2.** L'écrasante majorité (95%) de l'argent créé par le crédit ne prend pas la forme physique de

pièces et de billets mais reste sous forme électronique (cartes, virements, écritures sur votre compte). Les 5% restants sont les seuls maîtrisés par l'autorité publique, par les banques centrales (dans notre cas la BCE), qui seule peut créer des pièces et des billets, qu'on peut voir comme des « véhicules » de la monnaie (des outils) utilisé pour les petites transactions quotidiennes. Donc l'essentiel de la monnaie vient des banques privées. **[montrer ce que représentent ces 5 % dans la masse monétaire avec un jeton noir si on veut]**. Donc si on demandait tou.te.s à avoir notre argent en version liquide, ce ne serait pas possible.

3. L'argent est donc principalement sous le contrôle du secteur bancaire privé (pas leur propriété hein, ce n'est pas pareil). Ce sont les dirigeants et l'actionnariat de ces banques privées qui ont la capacité de déterminer combien on en met en circulation (même si la banque centrale a quand même de l'influence là-dessus en jouant sur les taux d'intérêts, entre autres) mais surtout le choix de où va l'argent, qui peut (ou ne peut pas) en recevoir.

Or, ses critères sont principalement ceux du profit. La motivation des banques (et leur objet en tant qu'entreprises privées) est de faire du profit. Elles n'ont (pour la plupart) pas de finalité sociale. Elles choisissent donc de prêter à une entreprise ou un ménage sur base de critères purement économiques et privés, pas en fonction des besoins de la société – à moins d'y être incité par la loi / l'État / la collectivité.

## **PARTIE 2 : DANS LE SIÈGE DU PATRON D'UNE « BANQUE À PAPA »**

### **- Mes objectifs en tant que dirigeant de la banque :**

Assurer la rentabilité maximale du capital pour les actionnaires (autrement dit les propriétaires) de ma banque... Parce que s'ils sont contents, ils me gardent et me paient mieux.

... tout en respectant un équilibre entre risque et rentabilité. Si je prends trop de risques, je peux perdre beaucoup, si je n'en prends pas je ne gagnerai pas assez, je dois donc doser correctement.

... tout en respectant (a priori) le cadre légal dans lequel je peux opérer.

### **- Au cœur de mon équipe, je peux compter sur :**

Un responsable du réseau commercial et des agences : il s'assure du bon développement de la clientèle. En taille (attirer de nouveaux clients, notamment) et en rentabilité (faire en sorte que chaque client.e rapporte le plus possible à la banque).

Un responsable des opérations (*back-office*) : il s'assure du bon fonctionnement de la machine, que les ordres passent, que les contrôles *ad hoc* soient bien effectués, que les distributeurs de billets fonctionnent et sont correctement alimentés, etc.

Un responsable financier : il suit en permanence les résultats de la banque (revenus, coûts), fournit le tableau de bord pour m'aider à piloter correctement la machine.

Un responsable des risques : il s'assure qu'on ne prend pas de risques inconsidérés (par exemple dans le cadre des prêts que l'on octroie : il définit les critères) et qu'on respecte bien le cadre défini par la loi (niveau de capital propre, montant des crédits octroyés, ...). C'est lui qui s'occupe du fait que je prenne assez de risques pour être rentable mais pas trop pour ne pas perdre d'argent.

### **Augmenter le crédit // actifs pondérés par les risques (Bâle)**

Les actionnaires m'ont confié un capital de 1 **[mettre un jeton sur le côté]**. Je vais donc maximiser leurs gains potentiels en prêtant 12 (comme on l'a vu avant). Mais je vais bien choisir à qui je prête et je vais diversifier mes activités, mon portefeuille de crédit. Je ne vais pas mettre tous mes œufs dans le même panier.

- Pour minimiser les risques que je prends, je vais :

a. Compenser les crédits plus risqués par des taux plus élevés (par exemple, pour les crédits à la consommation).

b. Répartir mes risques sur un grand nombre d'emprunteurs différents, de secteurs différents.

c. Demander autant que possible des garanties (par exemple, garantie personnelle du gérant pour des petites entreprises, hypothèque sur la maison, etc.).

→ **Qui vient me voir pour me demander du crédit ?**

**[Expliquer les enveloppes en mettant les tickets par dessus et en expliquant pourquoi ces acteurs empruntent et puis faire le portefeuille de crédits avec 12 jetons d'une même couleur en décrivant les risques/conditions].**

**a. Les particuliers**

Les crédits à la consommation (petit montants, pas de garantie, revenus moyens des emprunteurs plutôt faibles, taux d'intérêt élevés) **[2 jetons]**.

Les crédits pour l'achat d'une maison (la garantie de l'hypothèque permet de proposer des taux plus bas. En plus, le crédit hypothécaire est un moyen de fidéliser mes client.e.s pendant longtemps et de leur vendre d'autres produits tels que des assurances, etc.). Ce n'est pas le crédit le plus rentable directement pour moi, mais ce qu'il m'apporte par ailleurs en vaut la peine **[3 jetons]**.

**b. Les PME**

Risqué, voire très risqué, quand il s'agit de toutes petites / jeunes entreprises : je vais être très sélectif, et demander des intérêts assez élevés. Par contre, si ça marche elle est fidélisée et elle peut rapporter gros **[2 jetons]**.

**c. Les Grandes Entreprises**

Très observées, *rating* elle sont notées en bourse et donc facile, ne demande pas trop de travail d'analyse. Les taux d'intérêts ne sont pas très élevés mais puisqu'il s'agit de sommes importantes c'est cool **[3 jetons]**.

**d. États et entités publiques (communes régions, etc.)**

Les impôts ne suffisent pas à tous les investissements qu'ils veulent faire. Risque faible, taux faible, à priori l'emprunteur le plus sûr donc je peux y aller **[2 jeton]**.

Les étiquettes sont des contrats (avec obligation de remboursement + intérêts). Les jetons sont les montants mis à disposition sur les comptes des emprunteurs.

- Et c'est là que mon responsable des risques vient me trouver et m'explique **le principe des actifs pondérés par les risques (*risk weighted assets*)**. « On s'est mis à plusieurs, on est allés voir les législateurs et on a obtenu un assouplissement des règles. Car, c'est bien connu : plus de crédits, plus de croissance. Ça les a convaincu ! ». Pour 1 de capital, tu peux mettre 12 de crédit à risque, et tout ce qui est considéré comme pas risqué (bien noté) n'entre pas dans le calcul ! Ainsi **[on met des croix devant les actifs qu'on compte / considérés comme « risqués » - plus ou moins la moitié]** :

Les États considérés comme solides = risque 0.

Certaines grandes entreprises bénéficiant d'une note élevée = risque proche de 0.

Les PME sont considérées comme très risquées, donc pondérées à 100% .

Les crédits hypothécaires sont garantis par une hypothèque, donc considérés à faible risque, ils sont pondérés à 50%.

Les crédits à la consommation sont risqués et pondérés à 100%.

Les banques évaluent ce qui est risqué ou pas selon des procédés et modèles complexes développés par leurs équipes et validés par l'autorité de contrôle des banques (qui n'a franchement pas les moyens de tout détricoter...).

**Alors on recompte... et finalement : ce n'est plus 12 qu'on peut créer mais 20 ou 30 !**

- J'en rajoute donc : 1 consommation / 2 maisons / 1 PME (pour être sympa) / 2 grandes entreprises dont une un peu plus risquée / et les États je peux y aller puisque ça compte pas (4)

Comme je ne suis pas allé jusqu'au bout de ma capacité de crédit, j'ai une bonne réputation. Et les gens vont avoir confiance en moi, ce qui est très important.

### **La création et la circulation des dépôts**

**[On aligne des jetons blancs en face des étiquettes pour constituer le passif]**

- L'argent commence à circuler. Mr House a besoin d'un crédit pour acheter sa maison. La banque lui accorde le crédit (l'étiquette côté actif représente le contrat qui lie Mr House et la banque : montant, échéances, intérêts, hypothèque...). Une fois le contrat signé, le montant accordé est crédité sur le compte de Mr House : l'argent a été créé, il peut maintenant être mis en circulation.

- Mr House va payer la personne à qui il a acheté la maison, peut-être aussi un entrepreneur pour les quelques travaux à réaliser, un notaire pour les frais d'enregistrement, etc. Le crédit circule donc maintenant de comptes en comptes, du compte de Mr House à celui du précédent propriétaire de la maison, à celui de l'entrepreneur, du notaire... Et il est fort probable qu'une partie de cet argent sorte de la banque et se retrouve en dépôt dans une autre banque – celle dans laquelle l'ancien propriétaire, l'entrepreneur et/ou le notaire sont clients. L'argent circule.

Idem pour les autres crédits (on peut prendre un ou deux exemples différents). Au final, chaque crédit devient un dépôt, dans la même banque ou dans une autre, raison pour laquelle on dit : « les crédits créent les dépôts ».

- La banque doit s'assurer que son **ACTIF** (ce que les gens doivent à la banque, les promesses de remboursement) soit égal à son **PASSIF** (ce que la banque doit à ses actionnaires, à ses client.e.s). Chaque soir, la banque fait le compte. **Actif = Passif ?**

Si  $\text{Passif} < \text{Actif}$ , la banque doit emprunter à une autre banque pour se financer.

Si  $\text{Passif} > \text{Actif}$ , la banque a un excédent qu'elle pourra prêter à une autre banque qui se retrouve dans la situation inverse.

**[Mettre les cartons « ACTIF » et « PASSIF »].**

Puisque les dépôts circulent, il faut soit que certains rentrent dans ma banque soit qu'un tiers me prête pour faire la différence.

Peut-être que certains jours je vais avoir plus de dépôts que nécessaires **[placer plus de jetons blancs]**, peut-être qu'à l'inverse j'ai plus de dépôts qui sont sortis plutôt que rentrés **[les retirer, ainsi que quelques jetons qui font face à des étiquettes]**. En fait, à la fin de la journée, les

banques se mettent d'accord pour se prêter ce qui leur manque/leur excédent [**placer des jetons bleu face aux trous, en les décalant un peu**].

Selon les cas, j'aurais donc des emprunts mais aussi des prêts [étiquettes « bank »] envers d'autres banques [**on introduit les étiquettes « banques » côté actif et d'autres jetons bleu côté passif**]. Cela montre comment se fait la balance et introduit l'idée de l'interconnexion entre les banques inhérente au système et à son équilibre.

Comme on l'a dit, la banque doit trouver le bon mix entre risque et rentabilité : si ses crédits sont plus risqués, elle peut percevoir plus d'intérêts, mais elle risque également de ne plus être payée du tout...

Pour se faire, le patron a plusieurs options :

- Augmenter les revenus

Côté intérêts, avec les limites qu'on connaît : si les intérêts sur les crédits sont trop élevés, les clients iront ailleurs, et si la banque octroie trop de crédits plus risqués – et donc plus chers – elle s'expose à des pertes potentielles (non-remboursement des crédits). Raison pour laquelle les commissions ont eu tendance à beaucoup augmenter ces dernières années.

- Diminuer les coûts

On peut diminuer le taux de rémunération de l'épargne, avec la limite imposée par la concurrence (plus le taux est élevé, plus vous avez de chance de gagner des parts de marché).

Les bénéfices sont égaux aux intérêts perçus sur les crédits (et les commissions du type frais de dossiers/de transaction) – les intérêts payés pour rémunération des dépôts (et les frais de fonctionnement en personnel/matériel) [**On montre que la banque fait un 2<sup>e</sup> jeton de capital**].

→ **Que va-t-on faire de ce 2<sup>e</sup> jeton ? [référence à la 1e partie]**

### PARTIE 3 : L'APPÂT DU GAIN

Avec ce bénéfice, le patron peut faire plusieurs choses et le présente à son comité de direction ainsi qu'au actionnaires, bien sûr... :

Le redistribuer à ses actionnaires sous la forme de dividendes (solution très largement privilégiée...).

Le redistribuer à ses dirigeants et à une partie de son personnel sous la forme de bonus. C'est important pour les motiver et les inciter à travailler chez nous, mais pas tou.te.s bien entendu.

Le réinvestir, par exemple pour prêter plus (augmentation du capital), pour engager plus de personnel, pour augmenter les salaires de son personnel, pour rénover son réseau d'agences,...

Le redistribuer à ses dirigeants et à une partie de son personnel sous la forme de bonus.

Plus le bénéfice est élevé plus les actionnaires sont contents, et plus ils font part de leur satisfaction aux dirigeants de la banque en leur octroyant des bonus importants. Le cycle est lancé !

#### → **Alors comment faire plus de sous ? On va faire autre chose que le simple crédit**

- Il se trouve que ma banque a une très bonne solvabilité (elle est en-deçà du ratio imposé de 1 pour 12), on entretient de très bonnes relations avec les autres banques qui pourraient nous prêter plus **[augmenter le nombre de jetons « interbancaires »]**.

- On pourrait aussi tout à fait emprunter à d'autres acteurs. Puisqu'on a confiance en notre capacité à rembourser, on peut aller sur les marchés publiquement en émettant des obligations. En échange des prêts qu'on va nous faire, on va donner des papiers qui disent « la banque vous doit autant et vous le remboursera à tel moment à tel taux ». **[Ajouter des jetons verts pour les obligations émises par la banque, en les décalant un peu]**.

#### → **Et qu'est-ce que je vais faire avec tous ces sous empruntés ?**

- On va l'investir. Il se trouve que ma banque a développé une expertise sur les marchés financiers grâce à son rôle d'intermédiaire entre les marchés et ses client.e.s. Notamment, on achète des actions, obligations, etc. pour le compte de ses client.e.s. Vu qu'elle le fait pour les autres, pourquoi ne pas le faire pour elle-même se dit le conseil d'administration ? On a les personnes, les systèmes informatiques, etc., nécessaires. Ma banque a donc tout ce qu'il faut pour développer une activité de *trading* pour son propre compte. On peut générer beaucoup d'argent en très peu de temps (plus qu'avec une activité pépère de crédit). On peut emprunter beaucoup d'argent (ça se compte en dizaines de milliards) à bon prix, grâce à notre bonne réputation, notre solidité perçue, et l'investir dans des titres **[mettre les cartons rouges « O », « A » et « bombes » face aux jetons bleu et vert et puis les décrire]**.

Mais attention, la banque doit toujours respecter le principe des 1 à 12 de risque. On va donc

investir dans des obligations d'État, dans des obligations et actions d'entreprises (notées A, AA...). Rq : les actions se sont des parts d'entreprises (une partie de la propriété), tandis que les obligations sont des dettes que l'entreprise (ou l'État) a émis. Mais après, il faut quand même que j'utilise mes 12, je vais donc investir dans d'autres types de produits. Je peux prendre plus de risque pour potentiellement générer plus de profits. **[Mettre des croix devant les investissements risqués – États en difficulté avec hauts taux d'intérêts, entreprises nouvelles technologies qui rapportent beaucoup, produits structurés (mais certains ont réussi à avoir une très bonne note), etc.]**.

On peut par exemple investir cet argent sur les marchés financiers en pariant sur des écarts de cours à l'échelle d'une journée, d'une heure, d'une minute, d'une seconde (et encore moins maintenant avec les machines...). En gros, on peut spéculer. En effet, on est retourné faire un peu de *lobbying* auprès de nos amis et ils nous ont laissé nous lancer dans de nouvelles activités.

Exemple : le *trader* (c'est le nom des personnes qui font ce travail...) voit que l'action de l'entreprise «iCash», d'une valeur de 100, augmente. Il parie que l'action vaudra 100,01 à la fin de la journée. Si on mise 100 ou 1000 ou même 10.000, on se fiche d'une si petite évolution. Elle permettra de gagner quelques euros tout au plus. Par contre si le montant placé se compte en millions, c'est une autre histoire ! Mon *trader* place 100 millions sur cette action. À la fin de la journée, la progression de 1 centime représentera 10.000 euros, juste en appuyant sur un bouton ou en passant un coup de fil deux fois dans la journée... Ça peut s'avérer très lucratif, et ça justifie donc bien des gros bonus.

« Et puis, depuis, mon pote de Lehman m'a montré leur nouveau produit qui se vend comme des petits pains. Entre bons potes, on peut se refiler les bons filons. En fait ils font du saucissonnage, ils mélangent tout et puis ils découpent en petits morceaux (les CDS on appelle ça) » **[placer des petites bombes]**.

« Jusqu'ici tout se passe bien, mes actionnaires vont bien et mais petits traders font bien leur boulot, moi j'ai mon super bonus. Et puis, les autres banques sont contentes et les prêteurs aussi, alors c'est nickel ». Du coup on est encouragés à augmenter ce type d'activités, la rentabilité de ces activités est bien supérieures aux activités de simple crédit. C'est maintenant plus de 2/3 de l'actif des grandes banques européennes...

## PARTIE 4 : LA CRISE

Si on est deux, l'autre dit : « Et quoi Philippe, t'as vu la taille du truc par rapport à ses guibolles ? ». On se retrouve avec un colosse aux pieds d'argile.

### → Que se passe-t-il si quelqu'un ne rembourse pas ?

Imaginons que cet entreprise à qui j'ai prêté fait faillite. Il faut aller chercher dans le capital (on va chercher en premier chez les actionnaires, ils sont là pour ça) → faillite [**1 jeton suffit**] et hors la loi (puisque'on n'a plus qu'un jeton et donc une capacité de 12 qu'on dépasse). Mais généralement ça ne se passe pas comme ça, les pertes qui peuvent subvenir dans ces activités sont de petits montants par rapport à l'ensemble, ce sont de petits chocs, une fraction du jeton. Par contre, de l'autre côté, les chocs sont potentiellement beaucoup plus violents.

### → Que s'est-il passé en 2007-2008 ?

- Il y a eu une déréglementation qui a fini par mener à des cas incroyables et à des bulles qui ont explosé. À un moment donné (début 2000), certaines banques ont eu une idée de génie : octroyer des crédits à celles et ceux qui ne pouvaient pas en bénéficier jusqu'alors, car incapables de rembourser à terme. Diversifier leurs activités, donc. C'est l'ère des crédits "NINJA" : *No Income No Job and no Assets*... [**montrer les bombes bien notées**]

- Mais il faut tout de même trouver la parade pour repasser la patate chaude... Revenir sur l'exemple et le principe des *subprimes* : plusieurs qualités de crédits combinés, saucissonnés, assurés et bénéficiant au final d'une note AAA... Ça se vend comme des petits pains, mi-2000 c'est LE produit financier que tout le monde s'arrache et qu'il faut avoir. Tout le monde est content !

- Mais on entend une rumeur... À un moment donné le château de carte s'écroule. Et c'est normal : arrive le moment où les emprunteurs, insolvable dès le départ, ne peuvent plus rembourser... **Bruno : on en a combien???** **Acte I.** Le problème c'est qu'au moment où cela arrive toutes les grandes banques ont ce type de titres dans leur bilan, et parfois en grande quantité. Or ces titres, du jour au lendemain (et surtout avec la faillite de l'assureur AIG) ne valent plus rien. Toutes les banques commencent à se regarder en chien de faïence...

- Conséquence immédiate? Les banques ne se font plus confiance et arrêtent de se prêter les unes aux autres. Celles qui m'ont prêté demandent que je leur rembourse les montants colossaux que je leur dois le lendemain matin [**je récupère les interbancaires qu'on me doit – j'enlève les cartons « bank » et les jetons qui correspondent – et il me reste 3 interbancaires que je dois rembourser**] **Acte II.** Mais avec quel argent vais-je payer ? [détailler un peu le tarissement de l'interbancaire]

Les crédits sont remboursés à des échéances données, pas payables à la demande !

Une partie des titres [**étiquettes rouges**] ne valent plus rien.

Et si je vends d'autres titres d'un seul coup (il s'agit de sommes colossales), je vais d'une part montrer au marché que je suis en difficulté, et d'autre part créer des déséquilibres sur les marchés

(trop d'offre par rapport à la demande) et donc une chute des prix.

Enfin, je ne peux pas utiliser les dépôts ni les obligations pour rembourser les banques (ce n'est pas ma propriété).

Reste le capital, l'argent des actionnaires... Le problème c'est que c'est un montant beaucoup trop petit.

→ **À votre avis, il faut une perte de combien de % pour qu'une banque tombe en faillite ?**

En Europe les banques ont moins de 5% de capital par rapport au total de leur actif... Ce qui veut dire qu'une perte de 5% sur l'actif les met en faillite... Elles sont donc intrinsèquement fragiles.

À partir de l'instant où les autres banques demandent que je les rembourse, je suis virtuellement en faillite : défaut de paiement. Et les dépôts de mes client.e.s sont en danger.

- Il n'est pas admissible qu'une grosse banque fasse faillite (donner quelques chiffres : Dexia = 6 millions de client.e.s en Belgique au moment de sa faillite, c'est impensable politiquement). En tant que président de la banque, je n'ai donc d'autre option que d'appeler immédiatement le Ministre des Finances... **[puisque le scénario est impossible, on replace les cartons et jetons enlevés avec l'interbancaire réclamé par les autres banques puis...]**.

**Alô Didier ? Acte III.** J'appelle le Ministre des Finances, je lui explique le problème et les (mes) solutions. En gros, je fais faillite et tu gères (trou duc') ou tu me soutiens (avec le sourire). Les États sont donc intervenus dans toutes les grandes banques en difficulté (sauf *Lehman Brothers*, la première, qui n'avait pas de dépôts) en donnant des garanties (sur les dettes de la banque, si la banque ne vous paie pas, nous État on vous paiera) **[on replace les jetons bleu]**. « Et Didier... Oui ? Il me faudrait du capital aussi... ». Les États sont également entrés au capital des banques – en essuyant les pertes **[perte cartons rouges]**.

→ **Savez-vous combien l'État belge a-t-il injecté dans les banques ?**

Au total en Europe, **1.600 milliards d'Euros !!!**

## CONCLUSION

Bon... d'après Didier il s'agissait d'un investissement, donc ça va. Et puis on a dit que la Finance allait totalement changer maintenant, que ce ne serait plus possible la « banque casino » ! En fait, si, le machin se tient et ça peut continuer comme ça...

Le rôle des banques est fondamental. Le pouvoir qui leur est confié est énorme et elle gère l'argent du public. Elles ont donc une grande responsabilité vis-à-vis de la société, responsabilité face à laquelle nous devons définir des règles du jeu strictes.

**Quelques pistes d'alternatives à la « banque casino » qui nous promet de nouvelles crises :**

Rq préalable : les sauvetages bancaires auraient pu se faire différemment / pas sans conditions (exemple des pays scandinaves dans les années 1990).

1. Il faut séparer les activités des banques en mettant d'un côté les fonctions vitales (crédit, dépôts, moyens de paiement) et de l'autre les activités de marché [La phase 3 n'aurait pas du se passer, en d'autres termes].
2. Il faut augmenter le capital des banques, supprimer la pondération par les risques et limiter leur développement [avoir un levier maximal beaucoup plus petit, limiter la taille des banques et les rendre plus solides]. Il faut interdire certaines activités.
3. S'il y a quand même un problème, ce sont les actionnaires qui doivent payer (comme dans n'importe quelle entreprise). Ceux qui veulent prendre des risques doivent être laissés seuls responsables : tu joues, tu assumes, bref tu acceptes les règles du jeu. On peut donc, dans l'ordre, faire payer les plus gros actionnaires, mais également aller chercher sur leur patrimoine (car, sinon, ça ne suffira pas).
4. De manière plus générale, la logique voudrait que l'on socialise l'entier du secteur bancaire et des assurances. Aujourd'hui ce sont quelques gros actionnaires qui décident des activités immensément importantes de banques énormes. Elles devraient à la place être gérées par la collectivité (sous contrôle des travailleur.se.s et des usagers) pour qu'elles travaillent au service de l'intérêt général.

# ANNEXE 1 : « CE QU'IL FAUT RETENIR » (à distribuer aux participant.e.s)

- Pour créer une banque, il faut 6 millions € et l'accord de la Banque nationale de Belgique.
- A priori, pour 1 de capital propre, les banques peuvent créer 12 de crédit. Ce sont elles, les banques privées, qui créent donc la monnaie (par le crédit). C'est une convention sociale (qui peut changer, donc).
- 95 % de l'argent est électronique et seulement 5 % physique (les pièces et billets imprimés par la Banque centrale européenne).
- On a donc délégué aux banques privées le choix de où va l'argent dans la société.
- Le patron d'une banque privée veut maximiser les marges de profit tout en ne prenant pas trop de risques (de ne pas être remboursé).
- La dérégulation bancaire a permis de créer ce qu'on appelle la « pondération des actifs par les risques ». C'est-à-dire que la banque ne doit compter dans son bilan que les crédits risqués. Le ratio 1 pour 12 peut donc augmenter jusqu'à 1 pour 20 voire 30 dans la réalité (tout à fait légalement).
- Les dépôts circulent sans cesse et il existe un marché interbancaire où les banques se prêtent entre elles pour corriger leur bilan.
- L'actif doit toujours être égal au passif.
- La dérégulation bancaire a donc permis aux banques de grossir de plus en plus mais, surtout, de créer toujours plus d'activités de spéculation (*trading*). C'est devenu leur activité principale.
- Durant les années 2000, les bulles spéculatives ont gonflés énormément, jusqu'à exploser avec le cas des *subprimes* en 2007-2008.
- Or, vu la fragilité des banques (véritables colosses aux pieds d'argile), une perte de seulement 5 % entraîne leur faillite.
- Les banques ont donc arrêté de se prêter entre elles et les États sont venus garantir leurs contrats, leurs dettes, voire sont rentrés dans leur capital pour accuser les pertes à la place des actionnaires.
- Cela s'est fait le plus souvent sans condition et les choses n'ont pas vraiment changé depuis lors, faute de mobilisation. Cela nous promet de nouvelles crises.
- Les alternatives existent.

### **Quelques chiffres :**

- En Europe, 95 % de l'argent est électronique et seulement 5 % physique (les pièces et billets imprimés par la Banque centrale européenne).
- En Europe, moins de 10 % des obligations émises le sont par entreprises non financières, entre 15 et 20 % le sont par des entités publiques et le reste (la majorité) le sont par des banques, sociétés d'assurance et fonds d'investissement.
- En Europe, la majorité des grandes banques tomberaient en faillite si elles devaient accuser une perte de seulement 5 %.

### **Références pour aller plus loin :**

#### **Films :**

- Inside Job
- Quand l'Europe sauve les banques, qui paie ?

#### **Livres :**

- Bancocratie (Eric Toussaint)
- Le livre noir des banques (ATTAC/BASTA)
- La Capture (Christian Chavagneux et Thierry Philipponnat)
- Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières (Frédéric Lordon)
- Banques qui pillent, banques qui pleurent (Marco Van Hees)

#### **Organisations et campagnes pour une autre finance :**

- CADTM
- Finance Watch
- FAIRFIN
- CEO
- Bank Watch
- SUD BPCE
- Contre la spéculation alimentaire
- Pour la séparation bancaire
- Pour une banque publique

#### **Banques alternatives :**

- New B
- Triodos

## ANNEXE 2 : QUESTIONS FRÉQUENTES

### Partie 1

- Mais alors, tout ça c'est virtuel ? Non, électronique ne veut pas dire virtuel. L'argent reste une convention sociale, reconnue, qui a de la valeur réelle.
- La valeur est créée par la création monétaire ou par le travail ? Le travail crée la valeur qui permet de rembourser.
- Et l'inflation ? Hors cadre de l'animation.
- Que se passe-t-il si tout le monde rembourse ses crédits en même temps ? Il n'y a plus de monnaie, ou beaucoup moins.
- Est-ce que toutes les banques, dans tous les pays, suivent ces règles ? Oui, à partir du comité de Bâle. Mais l'effet de levier (et la façon de le calculer) a fortement évolué ces dernières décennies.

### Partie 2

- Et mon dépôt dans tout ça ? Je n'ai pas demandé de crédit et j'ai pourtant bien une épargne.

### Partie 3

- Est-ce que dans les activités de spéculation il n'y a pas des investissements justifiables ?
- Qu'est-ce qu'il advient du capital (le 2<sup>e</sup> jeton) ? On le prête ou on le garde de côté ? On peut dire que c'est les immobilisations de la banque (donc pas de carton).

### Partie 4

- Mais on ne pouvait pas faire autrement que sauver les banques, si ?
- À Chypre il s'est passé quoi exactement ? On a ponctionné les dépôts c'est ça ?